



Communiqué News Release

Pour publication immédiate
Also available in English

RALLIEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR L'ADOPTION URGENTE DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX MÉDICAMENTS

*Le Projet de loi C-393 doit être adopté promptement, avant l'éventuel
déclenchement d'élections, afin de commencer à
sauver des vies dès maintenant*

Ottawa, 23 mars 2011 — Une grande diversité d'organismes de la société civile canadienne, des domaines des droits humains, de la santé mondiale et du développement international, pressent les Parlementaires de laisser de côté la politaillerie et de faire le bien en appuyant sans délai la réforme cruciale du Régime canadien d'accès aux médicaments. À leurs exhortations pour une action qui sauvera des vies, se joignent de nombreuses voix de Sénateurs et de Sénatrices des deux côtés de la Chambre. Le Projet de loi C-393, approuvé par la Chambre des communes et aujourd'hui entre les mains du Sénat, est porteur du pouvoir de rectifier les lacunes du RCAM et de faire en sorte que des médicaments génériques à prix abordable soient accessibles aux personnes qui souffrent et meurent de maladies traitables, dans les pays en développement.

Les Sénateurs et Sénatrices de tous les partis doivent agir rapidement, dans les procédures pour adopter ce projet de loi. À défaut de son approbation rapide au Sénat,

ce projet de loi humanitaire mourra probablement au feuilletton lorsqu'une élection sera déclenchée — ce qu'espèrent évidemment ses opposants.

Mais l'élan et la mobilisation publique à l'appui du Projet de loi C-393 croissent de manière exponentielle. Le projet de loi est activement soutenu par de nombreux Canadiens et Canadiennes de premier plan, notamment des travailleurs en aide internationale, des porte-étendards des droits humains, des médecins et chercheurs, des leaders spirituels et des activistes en matière de santé. Il jouit aussi de l'appui affirmé par plus de 70,000 Canadiens et Canadiennes qui ont récemment signé une pétition ou fait parvenir des lettres exhortant le Parlement à soutenir cette initiative et à l'adopter comme loi. De fait, le Projet de loi C-393 a été approuvé le 9 mars par une forte majorité de la Chambre des communes (172 pour; 111 contre), représentant tous les partis et faisant écho à la volonté exprimée par la nation canadienne.

Par conséquent, devant la menace d'un déclenchement d'élection, il est d'autant plus important que les Sénateurs respectent la volonté du peuple canadien et de ses représentants élus, en adoptant rapidement le Projet de loi C-393, sans quoi l'initiative mourra au feuilletton. Les Sénatrices et Sénateurs sont très familiers avec le projet de loi qui est entre leurs mains : une initiative législative pratiquement identique (le Projet de loi C-232) a été étudiée en profondeur par le Sénat en 2009, et des points de vue d'experts et des témoignages avaient été entendus et pris en considération, avant que le projet de loi succombe à la prorogation du Parlement, la même année. Il serait inconcevable de laisser une initiative si importante mourir au feuilletton une deuxième fois, en raison de tactiques irresponsables de la paralyser, ou de délais procéduraux au Sénat.

Les groupes de la société civile enjoignent aujourd'hui au Sénat canadien de faire preuve urgemment de volonté politique et de leadership, en adoptant le Projet de loi C-393, conformément à la promesse unanime du Parlement, il y a quelques années lorsqu'il a créé le RCAM : rendre accessibles au monde en développement des médicaments génériques abordables. Le compte à rebours sonne lourd — non seulement parce qu'une élection semble imminente, mais parce que des gens continuent de souffrir et de mourir alors que cela est tout à fait évitable, et que nous tenons leur sort entre nos mains.

Des renseignements plus étoffés sont accessibles dans le document ci-joint, « [Rectifier le Régime canadien d'accès aux médicaments \(RCAM\) : ce qu'il faut savoir du Projet de loi C-393](http://www.aidslaw.ca/rcam) ». D'autres arguments détaillés à l'appui du Projet de loi C-393, articulés par des experts internationaux en droit et en santé, sont téléchargeables via <http://www.aidslaw.ca/rcam>.

Signataires :

Association canadienne des infirmières et infirmiers en sidologie
Bracelet of Hope
Carrefour canadien international
Coalition interagence sida et développement

COCQ-SIDA

Comité d'action nationale de la Campagne nationale de grands-mères à grands-mères

Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements

Conseil canadien pour la coopération internationale

Dignitas International

Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale

Mouvement populaire pour la santé

Réseau canadien d'info-traitements sida

Réseau canadien pour les essais VIH des IRSC

Réseau juridique canadien VIH/sida

RÉSULTATS Canada

Save the Children Canada

Société canadienne du sida

UNICEF Canada

Universities Allied for Essential Medicines

- 30 -

Contacts :

Janet Butler-McPhee

Directrice des communications, Réseau juridique canadien VIH/sida

Téléphone : +1 416 595-1666 ext. 228, jbutler@aidslaw.ca

Christopher Holcroft

Directeur, Empower Consulting, pour le Réseau juridique canadien VIH/sida

Téléphone : +1 416 996-0767, chris_holcroft@yahoo.com